



**RAPPORT
FINANCIER
➤ 2016 ◀**

Introduction

Dans notre rapport financier de 2015, nous affichions un pessimisme raisonnable pour 2016 et nous avons raison d'être prudents. Pour la seconde année consécutive, nous concluons notre exercice par une perte. Les comptes montrent un solde débiteur de 14 218 euros, soit une augmentation près de 10 000 euros par rapport à 2015. Faut-il s'en inquiéter ? À y regarder de plus près, il n'y a pas matière à affolement puisque la raison de ce résultat négatif est essentiellement technique. Il s'explique par une régularisation comptable liée aux congés payés comme nous le verrons dans un développement ultérieur.

Cela étant dit, nous n'avons pas non plus trop de raisons de nous réjouir. Certes, par rapport à 2015, nos charges restent stables mais cette stabilité masque une situation qui a évolué et qui s'est traduite par une baisse temporaire (congés maladie et maternité) mais aussi durable (non renouvellement d'un poste) de ressources salariées. Côté produits, de nouveaux financements apparaissent. Cela permet de cantonner notre déficit à une simple régularisation d'ordre comptable.

Nous traiterons d'abord des produits, puis des charges et enfin du bilan et de la trésorerie avant de conclure sur cette année 2016 et d'ouvrir sur les perspectives 2017. Nous sommes une petite structure avec une comptabilité très simple et nous nous satisferons donc des éléments les plus significatifs.

Principaux produits

Les tendances des années précédentes demeurent avec une accentuation des déséquilibres entre les trois grandes masses de financements (voir répartition ci-dessous).

Les financements institutionnels privés représentent en 2016 près des 3/4 de nos ressources (2/3 en 2015). Notre bailleur historique, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH) pèse cette année près de 60 % de nos ressources via deux conventions : l'une sur 2 ans (2016/2017) finançant spécifiquement le programme Lanceurs d'alerte, l'autre sur trois ans (2015 à 2017) qui abonde l'ensemble de nos activités.

La Fondation de France nous a octroyé un nouveau financement qui sera réparti sur 3 ans à compter de 2016. La Fondation Un Monde par Tous, fidèle soutien de notre association, et la Fondation La Ferthé, un nouveau bailleur, complètent un tableau somme toute plutôt rassurant.

Les financements institutionnels publics sont stables mais à un niveau très faible malgré l'arrivée d'un nouveau financeur, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qui soutient un projet d'appui à la recherche participative. Ce financement, d'un montant de plus de 100 000 euros devrait s'étaler sur 4 ans. Le travail sur ce projet a déjà commencé alors que nous finalisons toujours les modalités contractuelles en fin d'année. Sur 2016, ces fonds sont donc considérés au bilan comme une créance.

Sur ce type de financement, nous ne faisons que refléter une réalité de plus en plus tangible : la baisse des financements publics aux associations que les pouvoirs publics, tant nationaux que locaux, s'efforcent de minimiser par différents *arrangements* que la comptabilité publique permet ou de justifier en s'appuyant sur le nouvel acte de décentralisation mis en œuvre depuis 3 ans (les transferts de responsabilités de l'État vers les collectivités locales n'ont pas suivi au niveau financier).

Les dons et adhésion sont en très légère augmentation, une moindre satisfaction.

Résumé des principaux produits

Fonds institutionnels privés : 174 000 euros (72 % des Produit d'Exploitation)

- Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme : 140 000 euros
- Fondation de France : 20 000 euros
- Fondation Un Monde par Tous : 12 000 euros
- Fondation La Ferthé : 2 000 euros

Fonds institutionnels publics : 46 500 euros (19 % des PE)

- Gouvernement français et assimilés (réserve parlementaire) : 9 000 euros
- Ademe : 28 000 euros
- Agence Nationale de la Recherche (en consortium) : 2 000 euros

Autres fonds privés

- Adhésions et dons : 18 899 euros (8 % des PE)

Charges

L'explication de notre solde débiteur vient d'une régularisation liée à une provision pour congés payés que nous devons mettre en place afin d'affiner notre situation comptable. Nous avons donc passé une provision pour un peu plus de 15 500 euros qu'il faut comprendre comme une dette de l'association envers les salariés. Il s'agit d'anticiper sur d'éventuels départs impliquant le paiement de congés payés non pris. Sans cette écriture, nous serions donc en léger excédent, d'un peu plus de 1 000 euros.

Notre principal poste de dépense, les salaires et cotisations afférentes, représente 89 % de nos charges d'exploitation, un poste en augmentation pour différentes raisons. Il est difficile de faire une comparaison avec l'année 2015. En 2016, nous avons régularisé des cotisations sociales *cadre* pour une salariée, versé une prime de précarité significative (cotisations sociales comprises) à un salarié dont le contrat à durée déterminée s'achevait ; 2 salariés ont vu leur temps de travail majoré. Cela explique l'essentiel de cette augmentation.

...

Charges (suite)

Cependant, au 1^{er} octobre, l'équipe n'était plus composée que de 4 salariés au lieu de 5. Le non renouvellement d'un poste a permis de contenir un accroissement des dépenses salariales, un choix de raison mais qui risque d'affecter notre activité s'il se confirme.

Enfin, précisons que, contrairement à l'année dernière, nous ne procédons qu'à un modeste transfert de charges. En effet, nous avons traité les régularisations liées aux congés maladie et maternité survenus dans l'année en les imputant directement dans les lignes de masses salariales. Cela est plus simple pour la lecture des comptes mais il est bon de rappeler la réalité concrète de ces écritures : une baisse *artificielle* de charges salariales et une ressource salariée moindre pour accomplir les activités.

Le traitement de la paie s'effectuait depuis plusieurs années via le *Chèque Emploi Associatif*. Ce système de l'URSSAF, malgré l'avantage d'être gratuit, est très rigide et accommode difficilement les cas particuliers. Un changement est envisagé en 2017 mais celui-ci sera considéré en fonction du coût qu'il impliquera.

Rapidement enfin ; la différence concernant les services extérieurs entre 2015 et 2016 est non significative. Elle s'explique par un choix d'affectation comptable d'une dépense en 2015 qui concernait une activité dans le cadre du Forum Social Mondial qui ne s'est pas reproduite en 2016. Une légère baisse des autres services extérieurs révèle des coûts logistiques et des frais moins importants notamment par l'absence cette année de dépenses liées à notre université d'été qui n'a lieu que tous les 2 ans.

Nous soldons également cette année la perte de nos parts dans la coopérative de presse Altermondes (3 000 euros).

Trésorerie et bilan

Comme l'année précédente, nous avons anticipé des difficultés de trésorerie en fin d'année et demandé à la FPH le versement de notre 3^{ème} tranche de subvention. Cela explique nos bonnes « disponibilités » bancaires à l'actif du bilan. Arrivant en fin de contrat en 2017, nous ne pourrions bénéficier de cette facilité car tout versement dépendra de la signature d'une nouvelle convention avec la FPH.

Au passif du bilan, en dettes, le montant de 26 503 euros, concerne essentiellement l'habituel décalage des contributions sociales de la fin de l'exercice prélevées de notre compte au début de l'année suivante et les congés payés dus (voir plus haut). En « produits constatés d'avance », figure le reliquat de nos subventions à valoir sur les années à venir.

A l'actif, dans les créances, l'URSSAF doit régulariser à notre profit un versement excédentaire de charges de 22 066 euros (régularisation correspondant à un nouveau calcul de cotisations lié au versement d'indemnités journalières) ; le montant de 90 700 euros indique des subventions qui seront versées dans la période à venir (contrats de financement et activités en cours).

La perte de l'exercice vient diminuer nos fonds propres qui passent à 20 527 euros. Notre *réserve* diminue mais une sanctuarisation de cette manne n'aurait pas de sens puisqu'elle existe pour nous permettre de passer certains caps délicats.

Conclusion

Nous constatons un déficit technique qui ne doit pas nous inquiéter outre mesure. Sans cette provision pour congés payés, nous aurions enregistré un excédent. La Fondation de France nous a renouvelé sa confiance et un nouveau bailleur l'Ademe a fait son apparition. Ce sont des développements plutôt positifs d'un point de vue financier.

Ce qui doit nous préoccuper demeure le déséquilibre de nos sources de financement mais le contexte est peu favorable à une inversion de tendance. L'accès aux fonds publics est de plus en plus difficile, en conséquence les fondations sont très sollicitées, et il est bien difficile de faire appel à la générosité du public lorsqu'on dispose de peu de moyens pour la collecte de fonds et d'une très faible notoriété.

Cela dit, notre budget cantonné autour de 250 000 euros permet de rapides évolutions, négatives comme positives. Nous comptons cette année sur un financement multi-annuel important de l'Union Européenne qui ne s'est pas concrétisé. Une situation inverse nous aurait placés dès 2016 et pour quelques années à venir dans des perspectives nettement plus favorables. Un travail sur un autre appel à projets de l'Union européenne est en cours sans que nous puissions en connaître l'issue mais ce financement n'entrerait en ligne de compte qu'en 2018. La recherche de nouvelles fondations susceptibles de nous financer se poursuit. Nous devons donc composer avec une volatilité qui peut se faire à notre avantage ou désavantage.

À moyens constants, c'est à dire sur la base de 4 salariés seulement, nous devrions pouvoir boucler notre budget 2017 sans trop de difficultés. Ce qui signifie que nous devons compenser la perte d'un salarié en dégageant d'autres moyens, par exemple en se reposant davantage sur du travail bénévole, en redéployant nos ressources salariées et/ou en hiérarchisant mieux nos priorités d'action. Il serait en effet trop risqué d'envisager pour l'instant une augmentation importante de la masse salariale, donc un nouveau recrutement. C'est également courant 2017 que échangerons avec la FPH pour envisager la poursuite de son soutien financier à partir de 2018, un enjeu important pour Sciences Citoyennes.

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	
	Elut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires					-400	-0,12
Fonds commercial					400	0,10
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	9 013	6 606	2 106	0,07	3 662	1,07
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations					1 800	0,48
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de portefeuille						
Autres titres immobilisés	289		289	0,10	289	0,08
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	9 296	6 906	2 389	1,10	5 675	1,05
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	81		81	0,04		
Créances usagers et comptes rattachés	279		279	0,10	4 300	1,41
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs					84	0,08
. Personnel	717		717	0,08	160	0,08
. Organismes sociaux	22 099		22 099	10,14	26 182	0,90
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	90 700		90 700	41,00	142 050	40,01
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	101 382		101 382	40,00	126 100	41,00
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	215 203		215 203	95,00	299 736	95,14
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	224 499	6 906	217 593	100,00	305 411	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	34 748	10,07	39 187	10,00
Résultat de l'exercice	-14 219	-0,02	-4 449	-1,44
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financiers				
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Dettes des propriétaires (commodat)				
TOTAL (I)	20 527	0,43	34 745	11,38
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
	7 424	0,41	6 400	0,10
TOTAL (II)	7 424	0,41	6 400	2,10
FONDS DEDIES				
Sur subventions de fonctionnement				
Sur autres ressources				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 190	1,44	9 088	1,01
Autres	26 809	10,00	19 447	0,67
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	190 000	70,00	240 883	70,00
TOTAL (IV)	189 642	87,15	264 267	86,93
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	217 593	100,00	305 411	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Don en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNES				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue 12 mois	%			
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises	320		320	0,00	570	0,04	-90	-28,00
Production vendue de biens								
Prestations de services	666		666	0,00	9 402	0,10	-8 917	-93,77
Montants nets produits d'expl.	914		914	100,00	9 777	100,00	-8 863	-90,64
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			220 000	0,00	202 022	0,00	17 978	8,99
Coactions:			14 700	0,00	14 917	0,00	-217	-1,46
(+)Rapport des ressources non utilisées des exercices antérieurs								
Autres produits	4 191	0,00	4 191	0,00	3 644	0,00	647	16,04
Reprise sur provisions, dépréciations								
Transfert de charges			270	0,00	10 448	0,00	-10 197	-98,00
Sous-total des autres produits d'exploitation			239 676	0,00	240 928	0,00	-1 252	-0,51
Total des produits d'exploitation (I)			240 590	0,00	250 705	0,00	-10 115	-4,02
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Excédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés	460	0,00	460	0,00	500	0,00	91	19,00
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	1 000	0,00	1 000	0,00	1 000	0,00		
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			1 950	0,00	389	0,00	1 561	401,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion					77	0,00	-77	-100,00
Sur opérations en capital								
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)					77	0,00	-77	-100,00
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			242 540	0,00	251 170	0,00	-8 630	-3,43
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-14 218	0,00	-4 443	-0,00	-9 775	-220,00
TOTAL GENERAL			256 757	0,00	255 613	0,00	1 144	0,45
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises			100	0,00	1 400	0,00	-1 300	-93,57
Variations stocks de marchandises								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés	2 019	0,00	2 019	0,00	1 022	0,00	1 097	106,00
Services extérieurs	623	0,00	623	0,00	5 611	0,00	-5 988	-105,77
Autres services extérieurs	10 000	0,00	10 000	0,00	28 100	0,00	-18 100	-17,00
Impôts, taxes et versements assimilés	601	0,00	601	0,00	600	0,00	1	0,16
Salaire et traitements	100 000	0,00	100 000	0,00	100 000	0,00		
Charges sociales	66 702	0,00	66 702	0,00	54 623	0,00	11 079	20,07
Autres charges de personnel								
Subventions accordées par l'association								

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)		Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue 12 mois	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations					
Sur immobilisations : dotation aux amortissements		1 700	1 841	-141	-7,60
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotation aux dépréciations					
Pour risques et charges : dotation aux provisions		1 024	6 400	-5 376	-84,00
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées					
Autres charges		1 040	1 062	-22	-2,10
Total des charges d'exploitation (I)		253 607	251 821	1 786	0,71
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Déficit transféré (II)					
CHARGES FINANCIÈRES:					
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions			1 000	-1 000	-100,00
Intérêts et charges assimilés					
Différences négatives de change					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements					
Total des charges financières (III)			1 500	-1 500	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:					
Sur opérations de gestion		160	2 202	-2 042	-92,60
Sur opérations en capital		3 000		3 000	100,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions					
Total des charges exceptionnelles (IV)		3 150	2 292	858	37,43
Participation des salariés aux résultats (V)					
Impôts sur les sociétés (VI)					
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)		256 757	255 613	1 144	0,45
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT					
TOTAL GENERAL		256 757	255 613	1 144	0,45
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Bénévoles					
Prestations en nature		24 000	24 000		
Dons en nature					
TOTAL		24 000	24 000		
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					



Sciences Citoyennes

38 rue Saint Sabin

F75011 Paris - France

tél. +33 (0)1 4314 7365

fax +33 (0)1 4314 7599

<http://sciencescitoyennes.org>

@ contact@sciencescitoyennes.org

 [fondationsciencescitoyennes](https://www.facebook.com/fondationsciencescitoyennes)

 [@fsc_infos](https://twitter.com/fsc_infos)